

« La culture économique du citoyen » - La réforme des SES

par Emmanuel Buisson-Fenet , le 28 septembre

Pour lire l'article complet : <https://laviedesidees.fr/La-culture-economique-du-citoyen.html>

Depuis les années 2000, les changements de programmes de SES ont donné lieu à des polémiques qui ont très largement dépassé le milieu enseignant, contrairement à la relative « confidentialité » des débats dans d'autres disciplines scolaires. Ces débats ont mobilisé des universitaires et des chercheurs, des associations disciplinaires de sociologues, d'économistes et de politistes, etc.

Trois formes de critiques des programmes de SES

Depuis une vingtaine d'années, les SES ont fait l'objet de débats intenses, à la fois sur leur finalité et leurs programmes, à l'occasion de chaque grande réforme du lycée. La première s'ouvre en 1998 avec la réforme Allègre, ministre qui multiplie les critiques contre la supposée faiblesse scientifique de cet enseignement, et se révèle hostile à l'idée d'une « troisième culture » formée par les sciences sociales, entre les sciences de la nature et les humanités. Ce point de vue, que l'on peut qualifier de critique pédagogique, exprime la réticence, qui n'est pas récente, de nombre d'acteurs éducatifs à l'égard d'une formation en sciences sociales jugée secondaire, alors qu'on peine à donner aux jeunes générations un niveau convenable dans les enseignements fondamentaux, c'est-à-dire les mathématiques, les sciences de la nature et les disciplines littéraires.

Dans les années 1990, une deuxième forme de critique se met en place, qui émane d'essayistes et de milieux patronaux : les SES seraient très hostiles à l'économie de marché, les professeurs dénigreraient les mécanismes de la concurrence et défendraient très largement un point de vue « marxo-keynésien ». Ils seraient même responsables du retard français en matière de culture économique et de l'hostilité plus profonde en France qu'ailleurs envers l'économie de marché. Différents Think tanks confortent et diffusent régulièrement cet argumentaire, qui attribue une influence aux SES incompatible avec le nombre d'étudiants qu'elles touchent réellement. Aujourd'hui, à peine plus d'un jeune sur deux atteint un bac général et technologique, et la filière ES ne concerne qu'un quart des élèves de cet ensemble, on ne voit donc pas bien comment un enseignement qui touche au mieux un jeune sur huit pourrait se voir attribuer une telle responsabilité dans l'hostilité française au marché. Il n'existe pas d'enquête sérieuse montrant que les professeurs de SES font preuve d'un biais systématique d'hostilité au marché. L'économiste David Spector (2017) montre avec beaucoup de finesse dans *La gauche, la droite et le marché* qu'une singulière alliance s'est construite en France entre les conservateurs et une partie de la gauche pour rejeter à la fois la science économique, critiquer le « libre jeu de la concurrence », et privilégier la protection des producteurs sur l'intérêt des consommateurs. Cette singularité française contraste avec la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis, pays dans lesquels la gauche a toujours soutenu la politique de concurrence au nom de l'intérêt de la masse des consommateurs. Cette piste, qui relève d'une histoire sociale des idées, est sans doute bien plus féconde pour comprendre la tonalité critique vis-à-vis du marché qu'adopte parfois l'enseignement des SES.

Il existe enfin une troisième forme de critique assez récurrente qui porte sur les contenus enseignés en SES. Elle émane généralement d'économistes qui s'interrogent sur les caractéristiques d'un enseignement accordant une faible place à l'exposition rigoureuse de la méthode scientifique pour saisir la spécificité de « la démarche de l'économiste » comme la désigne explicitement l'introduction du programme de première ES. Olivier Blanchard explique sans détours qu'il ne voit aucun biais idéologique dans les manuels examinés, mais qu'en revanche la démarche de confrontation entre les hypothèses théoriques et les faits y est souvent présentée de façon confuse, et que ces ouvrages donnent au final une idée excessivement descriptive et en conséquence peu attractive de l'économie, en ne restituant pas suffisamment les différentes analyses en jeu. Autrement dit, O. Blanchard ne reproche pas aux manuels de SES un point de vue trop engagé, mais au contraire de ne pas expliciter clairement aux élèves les enjeux des débats abordés.

Les trois formes de critiques de l'enseignement des SES, critique pédagogique, critique idéologique et critique scientifique, ne sont donc pas portées par les mêmes groupes, ne s'appuient pas sur les mêmes arguments et, faut-il le préciser, n'aboutissent pas aux mêmes préconisations. Certains groupes d'influence, notamment parmi les Think tanks proches des milieux patronaux, jouent de la confusion entre ces registres critiques, et ont pu favoriser leur amalgame.

La microéconomie, voilà l'ennemi ?

[...]Enseigner la microéconomie, ce serait finir un jour ou l'autre par enseigner l'adhésion au marché et prendre parti pour les marchands.

D'abord, enseigner la microéconomie, ce n'est pas enseigner l'adhésion au marché - mais au contraire se donner les outils nécessaires pour comprendre dans quels cas le réguler et comment le faire efficacement (Buisson-Fenet et Navarro, 2018). Historiquement, la microéconomie s'est développée en fournissant toute une série d'outils d'analyse des politiques publiques : les premiers éléments d'étude de l'incidence fiscale d'une taxe apparaissent dans l'œuvre d'A. Marshall, la justification du rôle de l'Etat pour pallier les défaillances du marché émerge dans les années 1920, bien avant que Keynes ne développe les bases de la macroéconomie moderne (Stiglitz, 2018).

L'ensemble de concepts est d'origine néo-classique mais a été enrichi, et transformé au cours du temps par des notions venant d'univers très différents, comme la psychologie expérimentale, à l'origine de l'économie comportementale qui connaît un grand développement aujourd'hui.[...]

Le « projet fondateur » de 1967 face à l'évolution des sciences sociales

Le deuxième point d'achoppement, dans les discussions menées sur les programmes de SES depuis vingt ans, tient au rapport entre les sciences économiques et sociales, en tant que discipline scolaire, et les disciplines savantes de référence.

Les premiers programmes de SES sont marqués par l'influence de l'école des Annales qui défendent une approche très intégrée de la société, dans ses dimensions économiques et sociales, culturelles et historiques. Dans la continuité du projet fondateur, il faudrait donc défendre un programme basé strictement sur l'étude pluridisciplinaire d'objets-problème (le travail, les classes sociales, la ville, etc.), sans accorder de place spécifique à l'initiation au raisonnement économique et sociologique. On serait ainsi plus proche de l'actualité, et des préoccupations du futur citoyen(ne).

Quand la discipline apparaît dans les lycées, à l'université la licence de sociologie a moins de 10 ans, avec des effectifs encore confidentiels. La place des sociologues, mais aussi des économistes dans l'enseignement supérieur, et dans le débat public, reste encore marginale. Cinquante ans plus tard, la situation n'a plus rien à voir, et les deux disciplines ont connu une spécialisation et une montée en gamme des exigences scientifiques. Un étudiant de sociologie aujourd'hui est initié très tôt dans son cursus aux enquêtes de terrain, et les étudiants de science économique ont une formation en économétrie. La place de la recherche empirique est devenue essentielle et la spécialisation par sous-champ disciplinaires, que l'on retrouve dans toutes les sciences sociales, engendre un changement d'échelle des controverses qui se situent de moins en moins sur de grands paradigmes disciplinaires, et davantage à des échelles plus restreintes (Abbott, 2006). Demander aujourd'hui à un économiste à quel paradigme il appartient le fait souvent sourire, mais lui demander s'il est d'accord avec les autres spécialistes de son sujet beaucoup moins ! On peut lire à ce propos avec profit Dani Rodrik (2017), spécialiste d'économie politique et de la mondialisation, quand il s'interroge sur la démarche des économistes face aux critiques de la discipline depuis la crise de 2008 : *« j'ai vu la science économique radicalement changer en trois décennies [...] il est quasiment impossible de publier dans les revues de premier plan [...] sans y intégrer une analyse empirique sérieuse [...] les standards de la profession exigent à présent de prêter une bien plus grande attention à la qualité des données, aux déductions causales à partir des faits et à la variété des écueils statistiques. »* (Rodrik, 2017, p. 169-170). [...]

Éducation scientifique et formation des citoyens

Il faudrait choisir entre deux objectifs supposés contradictoires, donner aux SES un rôle central dans la formation du citoyen en partant de l'actualité, ou bien proposer aux élèves des programmes encyclopédiques et abstraits, destinés uniquement à les faire réussir dans l'enseignement supérieur. À l'enseignant préoccupé de donner à ses élèves les clés du monde contemporain, on opposerait le gris scholastique, préoccupé uniquement de vérifier si les cinq conditions de la concurrence pure et parfaite ont bien été apprises par cœur. Présenté ainsi, personne n'a envie d'enfiler la blouse du second, mais le problème prend une autre tournure si l'on veut bien se demander un instant en quoi la découverte d'une science et la formation citoyenne s'opposeraient vraiment.

On ne voit pas en quoi il faudrait donc opposer la formation du citoyen à la question de l'appropriation des bases de la science économique ou de la sociologie. C'est d'ailleurs l'argument mobilisé par des économistes pour revendiquer, en janvier dernier, que l'on fasse une plus grande place à l'enseignement de l'économie au lycée, et l'un des initiateurs de cette tribune n'est autre que P. Aghion, actuellement président du groupe d'expert en charge des programmes de SES. [...]

Si les critiques idéologiques font un mauvais procès aux SES, on gagnerait à entendre davantage les critiques scientifiques : c'est une des conditions pour parvenir à reconstruire des liens avec l'ensemble de la communauté savante, afin de mieux défendre la place des sciences sociales dans le système éducatif. L'enjeu vaut bien de sortir des fausses querelles.

Aller plus loin

- Andrew Abbott (2006), « Le Chaos des disciplines » (trad.), paru dans Qu'est-ce qu'une discipline ?, sous la dir. De J. Boutier, J.-C. Passeron et J. Revel, Ed. de l'EHESS.
- Olivier Blanchard, « L'économie peut être plus passionnante que ça », Commentaire 2017/1 (Numéro 157), p. 28-32.
- Olivier Blanchard et Daniel Cohen (2017), Macroéconomie, 7e édition, Pearson France.
- Emmanuel Buisson-Fenet et Marion Navarro (2018), La microéconomie en pratique, A. Colin, Coll. « Coursus », 3e édition.
- Emmanuel Buisson-Fenet (2012) « Les nouveaux programmes de sciences économiques et sociales : une remise en cause historique, mais de quoi au juste ? », Tracés, n° 12
- Yves Gringas (dir.) (2014), Controverses, Accord et désaccords en sciences humaines et sociales, CNRSéditions.
- Paul Krugman et Robin Wells (2016), Microéconomie, De Boeck Supérieur, 3e édition.
- Paul Krugman et Robin Wells (2016), Macroéconomie, De Boeck Supérieur, 3e édition.
- Paul Krugman (2012), Sortez-nous de cette crise...maintenant !, Flammarion.
- Igor Martinache, « Les sciences économiques et sociales au lycée : le combat pour un adjectif », L'Économie politique 2016/4 (N° 72), p. 18-32.
- Catherine Paradeise, Dominique Lorrain et Didier Demazière (2015), Les sociologies françaises - Héritages et perspectives, Presses Universitaires de Rennes.
- Serge Paugam (dir.) (2012), L'enquête sociologique, Puf, Coll. « Quadrige ».
- David Spector (2017), La gauche, la droite et le marché, Histoire d'une idée controversée (XIXe-XXIe siècle), Odile Jacob.
- Dani Rodrik (2017), Peut-on faire confiance aux économistes ? Réussites et échecs de la science économique, De Boeck Supérieur.
- Joseph Stiglitz, Jean-Dominique Lafay, Jay Rosengard (2018), Économie du secteur public, De Boeck Supérieur.